

DESCRIPTION DE LA DEMANDE

Demande déposée le 29/10/2021  
Dossier complet le 29/10/2021

Par : COMMUNE DE VIGNEUX-DE-BRETAGNE

Demeurant à : 9, rue G.H. de la Villemarqué  
44360 VIGNEUX-DE-BRETAGNE

Représenté par :

Pour : L'aménagement et la création d'infrastructures  
sportives extérieures

Sur un terrain sis à : Allée des Sports  
44360 VIGNEUX-DE-BRETAGNE

Référence dossier

N° DP 44217 21E0153

Destination : Equipements  
publics

Le Maire,

Vu la demande de Déclaration Préalable susvisée ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé le 18/12/2019, modifié le 27/01/2021 ;

**Considérant :**

- Que le projet consiste à l'aménagement et la création d'infrastructures sportives extérieures situées à l'adresse susvisée.
- Que le terrain d'assiette du projet est situé en zone UI du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

**ARRÊTE**

**ARTICLE UNIQUE : IL N'EST PAS FAIT OPPOSITION** à la déclaration préalable.

Fait à VIGNEUX-DE-BRETAGNE,  
Le 16 NOV 2021

P/o le Maire,  
L'Adjoint délégué à l'urbanisme,

Jean-Claude LORY



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

<b>Cadre réservé à l'administration</b>	
Date d'affichage en Mairie de l'avis de dépôt :	02/11/2021
Date d'envoi au Préfet :	/ /
Date de première présentation au demandeur :	/ /

---

## INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

---

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. La Juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- la décision de non opposition à une déclaration préalable tacite ou explicite, ne peut être retirée que si elle est illégale et dans le délai de trois mois suivant la date de cette décision. Passé ce délai, la décision de non opposition ne peut être retirée que sur demande expresse du bénéficiaire.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.